

<https://divergences.be/spip.php?article4239>



HOPPE UNPLUGGED

- La contre-révolution - Les théoriciens -



Publication date: vendredi 3 octobre 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Ce texte de Hoppe se lit sans filtre comme un cigare capiteux. On y trouve tous les fondamentaux de la pensée libérale à la source du Dark Enlightenment et du technoféodalisme. L'introduction de Matheus Nascimento définit Hoppe comme l'anti-Marx. " Avec Hoppe, vous pouvez réfuter souverainement n'importe quel socialiste et n'importe quel marxiste. "

Ce texte permet aussi de confronter la pensée libertaire aux idées fortes de libertarianisme.

R-D M

Origine [PDF](#) Views, insights, and provocations from interviews and speeches *Points de vue, idées et provocations tirés d'entretiens et de discours* Hans-Hermann Hoppe
Interview par Thomas Jacob, économiste et traducteur libertarien.

[Le site du Mises Institute](#) contient plusieurs dizaines de textes de H.H Hoppe.

Sommaire

- [CHERS LECTEURS](#)
 - [Introduction.](#)
 - [Biographie](#)
 - [Sommaire](#)
- [L'ESSENCE DE L'ÉTAT.](#)
- [GOUVERNEMENT ET HISTOIRE](#)
- [ACTIVITÉS DE L'ÉTAT](#)
- [3.8. La propriété intellectuelle peut-elle être volée ?](#)
- [PROBLÈMES ACTUELS](#)
- [DROIT PRIVÉ SOCIÉTÉ](#)
- [AVENIR](#)
- [DÉVELOPPEMENT INTELLECTUEL](#)
- [LIVRES RECOMMANDÉS](#)
- [ET MAINTENANT ?](#)

CHERS LECTEURS

Introduction.

L'expérience montre que la plupart des gens acquièrent leurs convictions politiques profondes vers l'âge de 25 ans.

D'où deux introductions :

Pour les jeunes et les théoriciens, et si vous êtes plutôt pragmatique, vous apprécierez les commentaires rafraîchissants et provocateurs de Hoppe.

Aujourd'hui, quel que soit le sujet, qu'il s'agisse de justice sociale, de racisme ou de climat, la question est toujours de savoir s'il faut un peu plus ou un peu moins d'État, un peu plus ou un peu moins de réglementations ou de lois, ce qui n'est guère un sujet de discussion passionnant.

Hoppe, en revanche, avance un argument radical. Il explique pourquoi toutes les solutions étatiques ne peuvent jamais fonctionner dans la pratique et comment les gens s'organiseraient de manière pacifique et réfléchie même sans coercition étatique.

Si vous êtes plutôt du genre théorique, Hoppe pourrait vous ouvrir les yeux sur un nouvel univers. Aujourd'hui, ceux qui veulent plus d'État sont souvent considérés comme « progressistes », tandis que les sceptiques sont qualifiés de « réactionnaires » ou pire encore.

Hoppe apporte de la clarté. Il établit la liberté comme idéal politique et dérive tous les autres arguments de cet idéal. C'est précisément cette cohérence, à savoir une théorie fondée sur des principes, qui était et reste considérée comme une force du socialisme et du marxisme.

Elle leur a donné jusqu'à aujourd'hui un grand attrait auprès de nombreux jeunes, car ceux-ci sont en quête de principes et de cohérence. Hoppe offre également des principes et de la cohérence, mais pour le principe opposé, à savoir plus de liberté au lieu de plus de contrôle et plus d'État. En ce sens, il est l'anti-Marx de la paix et de la liberté, tout en étant plus simple, plus cohérent et plus original que les socialistes. Avec Hoppe, vous pouvez réfuter souverainement n'importe quel socialiste et n'importe quel marxiste.

1. Pour les lecteurs de plus de 30 ans : vous bénéficiez d'un test de personnalité gratuit. « C'est scandaleux que quelqu'un puisse même penser ainsi ». Une telle réaction indique une croyance profondément enracinée dans l'État. Si vous continuez à lire malgré tout, vous ajouterez peut-être une nouvelle dimension à votre univers politique. Un peu comme lorsque vous voyez soudainement la Terre comme une sphère plutôt que comme un disque.

2. « J'aime la direction prise par les arguments, mais ils ne sont pas réalistes et trop extrêmes ». Cette réponse indique que vous vous considérez comme politique épris de liberté, mais qu'au fond de vous, vous faites confiance à l'État. Si vous réfléchissez aux arguments avec un esprit ouvert, cela renforcera vos tendances libertaires.

3. « Cool, enfin quelqu'un va droit au but. Mais je pense que l'abolition totale de l'État est un peu extrême. » Vous avez un fort instinct libertaire.

Vous apprécierez la lecture de la brochure et des ouvrages recommandés. Et qui sait, peut-être qu'un jour vous adhérerez même aux arguments de Hoppe en faveur d'une société sans État.

4. « Ingénieux, enfin un penseur cohérent ». Vous êtes déjà familier avec la pensée libertaire et appréciez le raisonnement fondé sur des principes de Hoppe.

Conseil : lisez d'autres ouvrages de Hoppe, en particulier les ouvrages théoriques. Il est possible que la justification logique de la liberté par Hoppe soit pour vous une révélation. Dans tous les cas, vous serez alors à la pointe des théories sur la liberté. Nous attendons vos commentaires avec impatience.

Biographie

Le professeur Hans Hermann Hoppe, né en 1949 à Peine, en Allemagne, a étudié la philosophie, la sociologie, l'histoire et l'économie à l'université de Sarre (Sarrebruck), à l'université Goethe de Francfort et à l'université du Michigan à Ann Arbor. Il a obtenu son doctorat en 1974 à Francfort sous la direction de Jürgen Habermas. Hoppe a été professeur d'économie à l'université de Las Vegas de 1986 à 2008 et est membre émérite du Ludwig von Mises Institute (Auburn / Alabama). Il a fondé la Property and Freedom Society en mai 2006.

Hoppe a deux enfants adultes et vit avec sa femme Gülcin Imre Hoppe en Turquie.

Sommaire

[\[1\]](#)

L'ESSENCE DE L'ÉTAT.

Thomas Jacob : 1.1 Pourquoi l'État est-il une institution curieuse ?

L'État est le résultat de la violence agressive et de l'asservissement.

L'État semble aujourd'hui aller de soi. Quiconque le remet en question est rarement pris au sérieux. C'est pourtant exactement ce que nous voulons faire. Nous voulons réfléchir à l'essence même de l'État.

Hoppe part d'une expérience de pensée :

[/bloc_gris2]

" Si vous disiez à un groupe d'enfants en bas âge : « Nous sommes cinq et de temps en temps, nous avons des conflits. Pour régler nos querelles, nous désignons Julius. Julius décide toujours qui a raison, même si Julius est impliqué dans le conflit. Alors, tous les enfants de la maternelle comprendraient qu'il s'agit là d'une solution très dangereuse au problème.

Maintenant, si vous réfléchissez à ce qu'est l'État, à savoir le décideur final dans tous les cas de conflit, y compris les conflits dans lesquels l'État lui-même est impliqué, vous vous rendez immédiatement compte qu'il s'agit simplement d'une construction absurde."

Thomas Jacob 1.2. Les États sont-ils nés d'accords volontaires ?

Certains d'entre vous ont peut-être déjà entendu parler de la théorie dite du contrat. L'idée de base de cette théorie est que chaque personne qui vit aujourd'hui dans un État a accepté cet État par un contrat, soit explicitement (c'est-à-dire qu'elle a effectivement signé un contrat), soit implicitement (c'est-à-dire par ce qu'on appelle le « consentement tacite »). Ce contrat avec l'État est censé fournir à l'État une justification scientifique et morale.

C'est absurde, dit Hoppe :

[/bloc_gris2]

" Non, l'État n'est précisément pas le résultat d'un contrat ! Personne de sensé n'accepterait un tel arrangement. Il y a beaucoup de documents dans mes dossiers, mais vous n'en trouverez aucun de ce genre nulle part.

L'État est le résultat de la violence agressive et de l'asservissement. Il est né sans aucune base contractuelle, tout comme une bande de racketteurs."

Thomas Jacob 1.3. Pourquoi est-il faux de dire « nous sommes l'État » ?

Tout le monde a déjà entendu dire que « nous, le peuple », sommes l'État. Après tout, nous élisons nos dirigeants et nos législateurs, et parfois même votons lors de référendums. Mais est-ce vraiment vrai, sommes-nous vraiment l'État ? Hoppe affirme catégoriquement que non, c'est une illusion. Il existe un secteur privé et un secteur public avec deux ensembles de lois différents. En d'autres termes, l'État crée une inégalité juridique.

[/bloc_gris2]

" Dans toutes les sociétés, il existe une différence entre le droit privé et le droit public. Si je vous prends quelque chose en tant que personne privée ou si je vous oblige à travailler pour moi, je serai condamné à une amende, voire emprisonné. Mais si je le fais en tant que fonctionnaire, cela est considéré comme « percevoir des impôts » ou « lever des servitudes militaires obligatoires ».

En tant que personne publique, je suis autorisé à faire des choses que je ne serais jamais autorisé à faire en tant que personne privée. Ce qu'on appelle « voler et revendre des biens volés » est considéré comme la mise en œuvre de la politique sociale si cela est fait par l'État.

Ce qu'on appelle « voler et revendre des biens volés » est considéré comme une mise en œuvre de la politique sociale si cela est fait par l'État."

** Droit privé et droit public : le droit privé crée des règles de comportement acceptable entre les personnes (c'est-à-dire comment les conflits entre voisins sont réglés, comment les droits de propriété doivent être respectés, etc.), tandis que le droit public régit les relations entre les personnes et l'État (c'est-à-dire combien d'impôts doivent être payés, comment la police peut agir, qui a le droit de voter et d'être élu, etc.).*

Thomas Jacob 1.4. Qu'est-ce que notre système politique et la mafia ont en commun ?

On nous apprend à l'école que les abus du gouvernement sont empêchés par une séparation des pouvoirs. Le pouvoir législatif (le Congrès) fait les lois, le pouvoir exécutif (le président) applique les lois et le pouvoir judiciaire (la Cour suprême) veille à ce que tout le monde respecte les règles. Ces contrôles et contrepoids sont censés permettre à chaque branche du gouvernement de surveiller les autres branches.

Hoppe affirme que ce n'est qu'une illusion et que la séparation des pouvoirs n'existe pas. Il argue :

[/bloc_gris2]

" À l'heure actuelle, en cas de conflit entre un citoyen et l'État, c'est toujours l'État qui décide qui a raison. Par exemple, si l'État décide que je lui dois plus d'impôts ou qu'il m'interdit de fumer dans mon restaurant et que je ne suis pas d'accord, que puis-je faire ? Je ne peux alors que m'adresser à un tribunal d'État, composé de juges qui sont eux-mêmes rémunérés par les impôts. Et quelle sera probablement la décision de ces juges ? Bien sûr, que tout

cela est légal !

Supposons que vous soyez le chef de l'État. Pour l'autorégulation, votre oncle est nommé juge, votre tante contrôleuse financière et votre père président du comité d'éthique. C'est la séparation des pouvoirs.

Naturellement, il y aura parfois des désaccords au sein de la famille. Mais vous partagez tous un intérêt commun à maximiser les revenus de votre organisation et à étendre votre pouvoir.

Même au sein de la mafia, il y a des personnes qui ont des fonctions « exécutives », « législatives » et « judiciaires ». Pour illustrer cela, il suffit de revoir le film « Le Parrain ».

Thomas Jacob 1.5. Dans quelle mesure les décisions démocratiques conduisent-elles à des résultats communistes ?

Dans le Manifeste communiste de 1848, le terme communisme est défini comme « l'abolition de la propriété privée ». Dans les pays communistes, cela signifiait que les comités de planification de l'État décidaient de tous les aspects de la vie des gens, de l'éducation au travail, en passant par le logement, les déplacements et la consommation des médias.

Hoppe souligne que la même chose se produit à travers la prise de décision démocratique.

Important : lorsque Hoppe utilise le terme « propriété », il désigne le droit de disposer à la fois des biens et de son propre corps. En ce sens, le propre corps est également un bien.

[/bloc_gris2]

" Oui, bien sûr, la démocratie, qu'elle soit directe ou indirecte, est une forme de communisme. Une majorité décide de ce qui m'appartient et de ce qui vous appartient, de ce que vous ou moi pouvons faire ou ne pas faire. Cela n'a rien à voir avec la propriété privée, mais beaucoup avec la restriction du contrôle privé, c'est-à-dire avec la propriété commune, qui à son tour signifie communisme.

Il n'y a pas de contrat avec l'État et il n'y a aucune garantie juridique de ce qui nous appartient et de ce qui est notre propriété intouchable. Il existe, par exemple, des impôts sur le revenu et des impôts fonciers, donc en fin de compte, qu'est-ce qui vous appartient en tant que propriété ? Autant que l'État décide de vous laisser sans imposition. Que pouvez-vous faire de votre propre terre ?

Tout ce que l'État vous autorise à faire. Et on ne nous dit pas non plus quel prix nous devons payer à l'État pour ses services."

Thomas Jacob 1.6. Pourquoi Hoppe a-t-il intitulé l'un de ses livres « La concurrence des escrocs » ?

La libre concurrence dans le domaine économique signifie que je peux vendre ce que je veux et acheter ce que je veux. Cela permet aux consommateurs d'acheter les meilleurs / ou les moins chers produits en fonction de leurs besoins personnels. Cela signifie en retour que seuls les meilleurs producteurs sont récompensés et réussissent.

La concurrence existe également en politique. Cependant, elle ne vise pas à fournir des biens et des services aux consommateurs, mais à gagner le soutien populaire et l'accès à des fonctions importantes. La concurrence en politique est à l'opposé de la concurrence économique, selon Hoppe :

[/bloc_gris2]

"La concurrence n'est pas toujours bonne. Seule la concurrence dans la production de biens est bonne. En revanche, la concurrence dans la production de « mauvais » est mauvaise, voire pire que mauvaise. Nous ne voulons pas de concurrence pour savoir qui peut le mieux nous battre. Il en va de même pour la démocratie et la concurrence politique. La démocratie permet à la majorité des gens de s'approprier les biens d'autrui par le biais du pouvoir légal de l'État, ce qui revient, en fin de compte, à légaliser le vol.

Dans les élections de masse, les membres de la société qui n'ont aucune inhibition morale à s'approprier les biens d'autrui ont tendance à chercher à accéder à des fonctions publiques et à gravir les échelons jusqu'aux plus hautes positions.

Plus l'unité politique qui élit les responsables de l'État est grande et anonyme, plus chacun peut céder à ses sentiments d'envie et de soif de pouvoir. "

1.7. La démocratie est-elle favorable à un changement pacifique de gouvernement ?

Quant à l'avantage supposé de la démocratie pour changer pacifiquement de gouvernement, il est également possible de changer pacifiquement de gouvernement, par exemple en sélectionnant les responsables de l'État par le biais d'un tirage au sort organisé régulièrement.

Si une loterie nous donnerait un dirigeant « accidentel », la « compétition démocratique » garantit pratiquement que seuls les « meilleurs » dirigeants, les politiciens les plus manipulateurs et les plus intrigants, accèdent aux postes décisifs du pouvoir étatique.

[/bloc_gris2]

GOVERNEMENT ET HISTOIRE

2.1. Les administrateurs démocratiques ou les propriétaires royaux sont-ils meilleurs pour le peuple ?

Tout ce que nous faisons est influencé par des incitations. Nous nous demandons « comment puis-je gagner, où vais-je perdre ? ». Cela vaut bien sûr pour les politiciens et il est intéressant de comparer les incitations d'un roi et celles des politiciens démocratiques :

Dans un État monarchique*, tout le monde sait qui est le dirigeant et qui est gouverné, et il y a donc une résistance à toute tentative d'étendre le pouvoir de l'État. Dans un État démocratique, la distinction entre dirigeant et gouverné s'estompe, et le pouvoir de l'État peut être étendu beaucoup plus facilement.

Un monarque veut transmettre son pays à un héritier au sein de sa famille ; il est orienté vers la préservation de la richesse à long terme. Les politiciens élus, en revanche, ne sont que des administrateurs temporaires, ils n'ont donc qu'une vision à court terme.

Prenons l'exemple de deux maisons identiques : l'une est occupée par le propriétaire, qui peut également la transmettre, et l'autre par un locataire dont le contrat n'est que de cinq ans. Qui traitera la maison le mieux ?

Malgré ma sympathie évidente pour la monarchie classique, je ne suis pas un monarchiste.
La monarchie classique et la démocratie moderne sont toutes deux des formes monarchiques d'État.
[/bloc_gris2]

**Monarchie : pays gouverné par un roi ou une reine, qui peut légiférer pour son royaume. Il est en fait le propriétaire de son pays.*

2.2. Le libéralisme classique a-t-il triomphé ?

" L'objectif central du libéralisme classique était d'assurer l'égalité de tous les individus - tous sont égaux devant la loi, contrairement à tous les privilèges princiers ou féodaux qui existaient auparavant.

En ce qui concerne le succès, il faut conclure que l'objectif a été totalement manqué. Nous sommes aujourd'hui plus loin de la réalisation de ces objectifs libéraux classiques qu'il y a 150 ou 100 ans. Les immenses progrès techniques réalisés depuis lors ne doivent pas nous faire oublier cette réalité. Au lieu de se rapprocher des objectifs libéraux, le monde occidental s'est de plus en plus orienté vers le contraire, à savoir l'objectif communiste d'abolir la propriété privée et d'instaurer une « économie publique ».

À titre d'illustration, il y a 150 ans, les revendications formulées dans le *Manifeste communiste* étaient encore considérées comme scandaleuses et tout simplement absurdes. Par exemple, la revendication du suffrage universel sans restriction (à partir de 21 ans), la revendication que les « représentants du peuple » élus soient rémunérés par les recettes fiscales, la revendication d'une « éducation populaire » gratuite, c'est-à-dire financée par l'impôt, et d'une « justice sociale », la revendication d'un revenu minimum garanti par l'État, la revendication d'une banque centrale d'État et d'une monnaie fiduciaire, la revendication d'une forte progressivité de l'impôt sur le revenu et la fortune, ou encore la revendication d'une restriction du droit de succession. "

2.3. Les grandes entités politiques, comme l'UE, sont-elles favorables à la prospérité économique ?

"Commençons par une évidence. Tous les petits États, comme Monaco, le Liechtenstein, Andorre, (anciennement) Hong Kong, Singapour et même la Suisse, relativement grande, se portent mieux sur le plan économique que les grandes régions qui les entourent.

Ensuite, l'ascension de l'Allemagne au rang de nation culturelle et scientifique de premier plan au cours du XIX^e siècle, avant son unification en 1871, est attribuée à sa fragmentation politique en 39 principautés rivales, contrairement à la France fortement centralisée, où la culture se concentrait à Paris et où le reste du pays était caractérisé par un obscurantisme culturel. Les petits territoires allemands étaient en concurrence intense les uns avec les autres. Chacun voulait avoir les meilleures bibliothèques, les meilleurs théâtres et les meilleures universités.

Les petits États doivent mettre en œuvre une politique de faibles impôts et de faible réglementation, sinon leurs citoyens les plus productifs partiront tout simplement. Nous devons nous défaire de l'idée que l'économie est quelque chose qui se joue entre différentes nations ou différents États. Les activités économiques se déroulent entre les personnes et les entreprises. Les États ne sont pas en concurrence les uns avec les autres, ce sont les entreprises qui sont en concurrence les unes avec les autres."

2.4. La démocratie ou l'autocratie* est-elle la meilleure solution pour la prospérité économique ?

Certains affirment que la démocratie est la meilleure solution pour la prospérité économique, d'autres prétendent que

les pays en développement ont besoin d'une « main de fer » et d'un gouvernement fort. Les deux ont tort, selon Hoppe :

[/bloc_gris2]

" Comme le montre clairement l'exemple actuel du Venezuela, la démocratie et les élections démocratiques peuvent très bien conduire à la quasi-abolition des droits de propriété privée et de la liberté de contrat et de commerce, ce qui peut entraîner un effondrement économique spectaculaire.

À cet égard, la comparaison entre les performances économiques de l'Inde et celles de la Chine est tout aussi révélatrice. Alors que l'Inde moderne est gouvernée par des gouvernements démocratiques depuis près de sept décennies, la Chine moderne est dirigée par une dictature du Parti communiste. Alors que la situation économique des deux pays était à peu près aussi désespérée jusqu'au début des années 1980, le PIB par habitant de la Chine a largement dépassé celui de l'Inde depuis le début de la « réforme du communisme » en Chine, ce qui suggère une plus grande liberté économique en Chine.

En conclusion, ne comptez pas sur la démocratie et ne comptez pas non plus sur une dictature. Placez vos espoirs dans une décentralisation politique radicale, non seulement en Inde et en Chine, mais partout. "

**Autocratie : pouvoir incontrôlé d'individus ou de groupes de personnes.*

2.5. Quelle est la particularité de la démocratie suisse ?

" En ce qui concerne le cas particulier de la Suisse : eh bien, la démocratie peut au mieux fonctionner « à moitié » dans des communautés très petites et culturellement homogènes, c'est-à-dire sans sombrer rapidement dans la ruine économique.

Où tout le monde se connaît et est conscient de sa position sociale, et où il existe donc un contrôle social prononcé, il est difficile de vouloir acquérir la propriété d'autrui par des « moyens démocratiques ».

Même si cela est théoriquement possible, la pression sociale empêche une telle chose de se produire. La démocratie en Suisse est (encore) largement une démocratie locale. Les questions locales sont décidées localement, sans intervention « extérieure » ou « supérieure » (de Berne, Bruxelles, Washington ou New York).

Le succès économique relatif de la Suisse, par rapport à ses grands pays voisins, n'a donc que peu ou rien à voir avec sa démocratie directe, mais plutôt avec le fait que la démocratie suisse est une « petite » démocratie.

C'est le secret de la Suisse."

ACTIVITÉS DE L'ÉTAT

3.1. Robin des Bois, le « prince des voleurs », est-il un héros ou un méchant ?

Les impôts sont un vol.

La légende de Robin des Bois existe en deux versions différentes. Soit il vole aux riches, soit il vole les percepteurs d'impôts. Selon vous, quelle version

Hoppe privilégie-t-il ?

[/bloc_gris2]

Les impôts sont un vol. Les voleurs - l'État, ses agents et ses alliés - font naturellement tout leur possible pour dissimuler ce fait.

Il est évident que les impôts ne sont pas des paiements volontaires normaux pour des biens et services, car vous n'êtes pas autorisé à cesser ces paiements si vous n'êtes pas satisfait du produit. Vous n'êtes pas puni si vous cessez d'acheter voitures Volkswagen ou de parfum Chanel, mais vous êtes jeté en prison si vous cessez de payer les écoles ou les universités publiques ou le faste de certains politiciens.

Puisque les impôts sont un vol, c'est-à-dire une injustice, il ne peut être moralement répréhensible de refuser de payer les voleurs ou de leur mentir sur vos revenus ou votre richesse. Cela ne signifie pas qu'il soit sage ou prudent de le faire et de ne pas payer vos impôts. Après tout, l'État est, comme le disait Nietzsche, le plus froid de tous les monstres froids. Il peut ruiner votre vie et vous détruire si vous désobéissez à ses ordres. "

3.2. Qu'est-ce qu'un impôt juste ?

" Si les impôts sont du vol, il découle du point de vue de la justice qu'il ne devrait pas y avoir d'impôts et donc pas de politique fiscale. Les fonctionnaires et toutes les personnes dépendantes de l'État ne paient en fait aucun impôt. Au contraire, la totalité de leur revenu net (après impôts) provient des recettes fiscales, et ils ne sont donc pas des contribuables, mais des consommateurs d'impôts qui tirent leurs revenus de ressources volées à d'autres personnes, les contribuables.

La « meilleure » taxe (parce que c'est la plus faible) est une taxe par tête, où chaque personne doit payer le même montant fixe d'impôts. Étant donné que même la personne la plus pauvre doit être en mesure de payer ce montant, une telle taxe doit être très faible. Toutefois, même un impôt par tête reste un vol, et rien dans le vol n'est juste.

Une mesure importante serait que les employeurs cessent de prélever des impôts sur les salaires au nom de l'État. Les entreprises devraient dire : « Nous ne faisons pas ce travail pour vous. Si vous voulez des impôts, allez les chercher vous-mêmes. » Si tout le monde devait payer ses impôts personnellement à la fin de l'année, la résistance serait beaucoup plus forte qu'elle ne l'est actuellement.

** Hoppe illustre parfois ce point comme suit :*

Si les employés de l'État ou les personnes à leur charge cessent de payer des impôts, ils auront plus d'argent à dépenser et l'État en aura d'autant moins. Si les contribuables du secteur privé cessaient de payer des impôts, l'État, y compris toutes les personnes à sa charge, n'aurait plus aucun argent à sa disposition.

3.3. La sécurité sociale est-elle une grande réussite ?

Les pensions de l'État sont souvent qualifiées de « contrat intergénérationnel ». L'idée est que les personnes qui travaillent aujourd'hui paient les retraites des retraités actuels, dans l'espoir que les futurs travailleurs feront de même pour eux lorsqu'ils prendront leur retraite.

[/bloc_gris2]

" L'ensemble du système de sécurité sociale, le soi-disant « contrat intergénérationnel », est comme une chaîne de lettres vouée à l'échec. Tout homme d'affaires privé qui voudrait proposer un tel « régime d'assurance » serait immédiatement arrêté comme un escroc. Le fait que les politiciens du monde entier continuent de prétendre qu'il s'agit d'une grande réussite, même face à l'augmentation de l'espérance de vie et à la baisse du taux de natalité, ne fait que montrer à quel point notre classe politique est irresponsable, voire meurtrière."

3.4. Quelle est la base adéquate pour planifier sa retraite ?

" D'un point de vue économique et moral, la prévoyance vieillesse (pension de retraite) d'une personne devrait être une affaire purement privée. Bien sûr, un tel arrangement n'élimine pas tous les problèmes liés à la vieillesse. Cependant, cet arrangement renforce généralement la responsabilité personnelle en récompensant la diligence et la prévoyance tout en punissant la négligence et le manque de vision à long terme. Il tend donc à réduire au minimum les problèmes financiers et sociaux liés au vieillissement.

À l'opposé, dans le monde occidental, la prévoyance vieillesse est devenue de plus en plus, voire presque entièrement, une affaire d'État. En conséquence, la décence, les liens familiaux et la responsabilité personnelle ont été systématiquement affaiblis.

La prévoyance vieillesse est un excellent exemple de la façon dont la démocratie transforme de nombreuses personnes en enfants. Elles croient que tous les problèmes peuvent être résolus rapidement et facilement si les bonnes personnes sont élues, si l'on imprime de l'argent et si la richesse est redistribuée d'un groupe de population à un autre. Cela favorise une mentalité infantile chez eux. "

3.5. Les politiciens ont-ils plus de cœur pour les nécessiteux ?

" Si, en tant que particulier, vous volez quelque chose et que vous le donnez ensuite à quelqu'un d'autre, vous êtes un voleur qui écoule des biens volés. Si vous faites cela en tant que fonctionnaire, on appelle cela de la politique sociale.

Vous prenez l'argent et les biens de certaines personnes et vous donnez ces biens volés à d'autres personnes. Les personnes qui agissent ainsi - vous les connaissez très bien, ce sont les politiciens et les bureaucrates - sont bien sûr extrêmement généreuses dans leurs dons, car ce n'est pas leur argent, mais l'argent qui a été volé à d'autres. Avec l'argent des autres, il est facile d'être généreux, avec son propre argent, on est généralement un peu plus prudent.

Bien sûr, les politiciens sont des gangsters : ils vivent de l'argent qu'ils ont extorqué à d'autres personnes sous la menace de la violence - et cela s'appelle des « impôts ».

Malheureusement, les politiciens ne sont pas paresseux. Ce serait bien s'ils ne faisaient rien d'autre que dilapider leur butin. Au lieu de cela, ce sont des bienfaiteurs mégalomanes qui rendent la vie encore plus difficile à leurs victimes avec des milliers de lois et de règlements."

3.6. Comment exactement la politique sociale appauvrit-elle la société ?

" L'État providence est toujours préjudiciable à l'augmentation de la prospérité. Tout impôt signifie que la richesse et les revenus sont pris de force à leurs propriétaires et producteurs et redistribués à des personnes qui ne possédaient pas ces actifs et n'ont pas produit ces revenus. Toute augmentation future de la richesse et toute production future

de revenus sont ainsi découragées. Il en résulte que la richesse totale de la population est inférieure à ce qu'elle serait sans l'État providence.

L'aide caritative et volontaire est tout autre chose. Une personne qui s'engage dans une œuvre caritative continuera à être productive parce qu'elle a choisi d'être utile par elle-même.

Si, en revanche, je suis contraint d'aider les pauvres, cela a un effet dissuasif sur ma propre activité productive. Du côté des bénéficiaires, également, l'incitation à sortir de leur situation difficile est moindre."

**La charité désigne l'aide (volontaire) apportée par compassion.*

3.7. L'impression de monnaie peut-elle créer de la richesse ?

" Les États autorisent uniquement leur banque centrale à créer et à réguler la monnaie, et la qualité de cette monnaie est donc mauvaise.

Au lieu de l'or ou de l'argent, comme autrefois, nous n'avons actuellement que du papier-monnaie (dollars, euros, yens, etc.) dans le monde entier. C'est formidable pour le monopoleur.

Au lieu de l'or ou de l'argent, comme autrefois, nous n'avons actuellement que du papier-monnaie (dollars, euros, yens, etc.) dans le monde entier. C'est formidable pour le monopoleur. Il peut imprimer de l'argent pratiquement gratuitement et acheter des biens coûteux comme des maisons et des voitures. Une véritable baguette magique ! Qui ne souhaiterait pas avoir une telle baguette ? Mais chaque nouveau billet de banque réduit le pouvoir d'achat de tous les autres billets existants. Et chaque nouveau billet imprimé conduit à une redistribution de la richesse. Ceux qui obtiennent le nouvel argent en premier, comme les grandes banques les plus proches de la banque centrale, s'enrichissent.

Leur part de la richesse de la société augmente. Ils possèdent désormais des maisons et les voitures qu'ils ne possédaient pas auparavant. Et dans la même mesure, ils réduisent la richesse de tous les autres, qui possèdent désormais moins de maisons et de voitures.

Plus de papier-monnaie ne peut pas rendre une société plus riche. Cela : plus de papier imprimé.

Plus d'argent, c'est juste

N'importe quel pays peut imprimer de l'argent en quantité illimitée. Si l'impression de l'argent pouvait enrichir les pays, comment expliquer qu'il y ait encore des pays pauvres et des pauvres dans le monde ? Après tout, l'argent peut être imprimé en quantités illimitées.

3.8. La propriété intellectuelle peut-elle être volée ?

La propriété intellectuelle est un droit légal accordé à un inventeur qui lui permet de déterminer qui peut utiliser son invention. L'inventeur se voit ainsi accorder un monopole protégé par l'État pendant une certaine période. Parmi les exemples bien connus, citons la protection par brevet des produits pharmaceutiques et le droit d'auteur pour la musique, les images et les textes.

Cette politique est erronée et néfaste, estime Hoppe.

[/bloc_gris2]

" La propriété intellectuelle est un droit légal accordé à un inventeur qui lui permet de déterminer qui peut utiliser son invention. L'inventeur se voit ainsi accorder un monopole protégé par l'État pendant une certaine période. Parmi les exemples bien connus, citons la protection par brevet des produits pharmaceutiques et le droit d'auteur pour la musique, les images et les textes.

Cette politique est erronée et néfaste, estime Hoppe. L'idée des droits de propriété intellectuelle est non seulement fausse et confuse, mais surtout très dangereuse. Les bonnes idées-recettes, formules, mélodies, etc. – sont bien sûr des biens. Mais ce sont des biens qui ne sont pas rares. Une fois qu'ils ont été pensés et exprimés, ce sont des biens « gratuits » et inépuisables. Je siffle une mélodie ou j'écris un poème, et vous écoutez la mélodie ou lisez le poème et le reproduisez ou le copiez. Le monde entier peut me copier, et pourtant rien ne m'est enlevé.

Et si je ne veux pas que quelqu'un copie mes idées, je n'ai qu'à les garder pour moi et ne jamais les publier. "

3.9. Quelle est la conséquence logique de la protection par brevet et du droit d'auteur ?

" Imaginez maintenant que l'on m'accorde un droit de propriété sur ma mélodie ou mon poème, en d'autres termes, que je puisse vous interdire de me copier ou exiger que vous me versiez des droits d'auteur.

Tout d'abord, cela aurait pour conséquence absurde que je devrais d'abord verser une redevance à la personne (ou à ses héritiers) qui a inventé le sifflement et écrit, mais aussi à ceux qui ont émis des sons pour la première fois et parlé une langue pour la première fois, etc.

Et deuxièmement, si je peux vous empêcher de siffler ma mélodie ou de réciter mon poème, alors je prends un contrôle partiel sur votre propriété, votre corps physique, vos cordes vocales, votre papier, votre crayon, etc. Après tout, vous n'utilisez rien d'autre que votre propriété lorsque vous me copiez. Et cela prouve que... :

Les droits de propriété intellectuelle doivent être considérés comme une attaque très dangereuse contre tous les droits réels."

P.S. Jusqu'à il y a environ vingt ans, de nombreux libéraux pensaient que l'État devait protéger la propriété intellectuelle, car, comme le terme l'indique, il s'agit de protéger la propriété.

Le livre de Stephan Kinsella, « Against Intellectual Property » (Contre la propriété intellectuelle), a joué un rôle décisif dans le changement d'opinion dans ces cercles. Un autre livre, « Against Intellectual Monopoly » (Contre le monopole intellectuel), de Michele Boldrin et David K. Levine, soutient que les lois protégeant la propriété intellectuelle étaient soit sans importance, soit un obstacle au progrès économique.

PROBLÈMES ACTUELS

4.1. Mais le coronavirus ne prouve-t-il pas que les réglementations gouvernementales sont nécessaires ?

" Au contraire, des tentatives ont été faites pour résoudre le problème de manière centralisée, puis les municipalités individuelles ont déclaré que la situation était différente chez elles, plus dramatique ou moins dramatique. Les princes provinciaux et les chefs locaux ont eu l'occasion rêvée d'étendre leur propre sphère d'influence en ignorant, en renforçant ou en modifiant les mesures prises par le gouvernement central.

En Allemagne, il n'était parfois même pas possible de franchir les frontières des différents États pour se rendre dans sa propre maison de vacances. Imaginez un instant que nous ayons un gouvernement mondial qui ait pris des mesures uniformes partout. Cela aurait semblé complètement fou aux gens, car l'Allemagne n'est pas le Congo et la Chine n'est pas le Japon.

Les décideurs politiques, qu'ils soient centraux ou régionaux, sont largement exempts des conséquences de leurs mauvaises décisions et des coûts qui en résultent. Ils prétendent qu'il s'agit de trouver un équilibre entre « santé » et « économie » et sont incapables ou peu disposés à voir que ce sont précisément les couches les plus pauvres de la population et les personnes les plus touchées par les mesures de confinement, en particulier en termes de santé.

Malgré la restriction presque totale de la liberté individuelle de circulation, y compris dans les domiciles privés, la majorité des décideurs politiques sont toujours considérés comme des sauveurs plutôt que comme des pyromanes.

Je trouve très inquiétante l'obéissance aveugle à la politique qui se manifeste dans cette évolution."

4.2. Qu'est-ce qui a mal tourné avec l'Union européenne (UE) ?

" L'idée initiale était une zone de libre-échange, mais une zone de libre-échange ne nécessite que deux phrases : vous pouvez exporter tout ce que vous souhaitez et vous pouvez importer tout ce que vous souhaitez.

Vous n'avez pas besoin de dizaines ou de centaines de milliers de pages vous disant ce que vous devez produire, comment vous devez le produire, où vous pouvez et ne pouvez pas envoyer des marchandises, etc.

Mais cela a été oublié presque dès le début. Il n'y a toujours pas de libre échange en Europe. Si vous regardez la télévision allemande, par exemple, vous verrez constamment des reportages sur les contrôles aux frontières allemandes qui ont de nouveau arrêté quelques personnes qui font de la contrebande de cigarettes, moins taxées en Pologne.

Nous allons probablement assister à la faillite du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie et, finalement, de l'Allemagne. Ce n'est qu'alors, je le crains, que même le dernier citoyen réalisera ce que beaucoup soupçonnaient déjà : que l'UE n'est rien d'autre qu'une gigantesque machine de redistribution des revenus et des richesses de l'Allemagne et des Pays-Bas vers la Grèce, l'Espagne, le Portugal, etc., et toujours selon le même schéma pervers : redistribue des pays, régions, lieux, entreprises et personnes les plus productifs vers ceux qui le sont moins ou pas du tout. La faillite mettra tout cela en évidence de manière dramatique. "

4.3. L'UE est-elle un projet de paix ?

Lorsque l'UE est critiquée, ses défenseurs rétorquent souvent « au moins, nous n'avons pas eu de guerre en Europe ». Cela n'a rien à voir avec l'UE, selon Hoppe :

[/bloc_gris2]

" La raison pour laquelle il n'y a pas eu de guerre en Europe est que l'Europe est essentiellement constituée d'États vassaux des États-Unis*. Les États-Unis ont, bien sûr, veillé à ce qu'il n'y ait pas de grande guerre entre leurs États vassaux. L'Union soviétique a réussi à faire de même avec ses États vassaux. L'UE, en tant qu'institution, n'y a pas contribué.

Pour garantir la paix, il faut s'engager dans le libre-échange. De plus, les petits États souverains ne peuvent pas constamment rejeter la faute sur les autres s'ils font des erreurs. Cela a un effet pacificateur sur les relations entre

les peuples. À l'heure actuelle, la responsabilité peut toujours être rejetée sur un autre pays. Dans l'UE, Bruxelles est souvent tenue pour responsable de tous les maux.

En Europe, la centralisation n'a pas conduit à un plus grand amour pour les Grecs ou les Espagnols, bien au contraire d'un État supérieur ou d'un empire."

** Un État vassal est un État qui dépend d'une manière ou d'une autre.*

4.4. Pourquoi Hoppe est-il favorable au Brexit ?

La Grande-Bretagne a rejoint l'UE en 1969. En 2016, la majorité des électeurs ont décidé lors d'un référendum de quitter l'UE. La mise en œuvre de cette décision a été associée à de nombreuses difficultés.

[/bloc_gris2]

" Un second vote serait une moquerie envers les citoyens. C'est ce qui a été fait auparavant au Danemark et aux Pays-Bas, où les citoyens ont été contraints de voter jusqu'à ce qu'ils obtiennent le « bon » résultat, tel que défini par les élites politiques.

Le Royaume-Uni est le pays qui s'est traditionnellement le plus engagé en faveur du libre-échange. Si l'on examine les revendications britanniques :

Nous voulons que les lois britanniques soient faites en Grande-Bretagne, nous voulons le libre-échange avec l'Union européenne et avec tous les pays hors de l'Union européenne, et nous voulons mettre fin à l'immigration illimitée. Qu'y a-t-il d'irraisonnable dans ces exigences ?

Ces exigences sont bien sûr vivement contestées par l'Union européenne pour la simple raison que la Grande-Bretagne ne doit pas réussir, car les autres pays suivraient. L'UE refuse donc d'autoriser les marchandises à entrer dans l'Union européenne en franchise de droits. Cela nuit à la population européenne, qui ne peut pas se procurer des produits bon marché en provenance du Royaume-Uni, mais pas aux politiciens, bien sûr, qui perçoivent les recettes douanières..."

4.5. Le libre-échange et la libre immigration vont-ils de pair ?

Le libéralisme classique prône généralement l'ouverture des frontières aux marchandises et aux personnes. Après tout, les deux sont une question de liberté, n'est-ce pas ?

Faux, répond Hoppe :

[/bloc_gris2]

" La liberté des biens et la liberté des personnes sont deux choses différentes. Les phénomènes du commerce et de l'immigration diffèrent fondamentalement. Les biens et les services ne peuvent être transportés d'un endroit à un autre que si l'expéditeur et le destinataire sont d'accord, tandis qu'une personne peut se déplacer d'un endroit à un autre même si personne ne le souhaite.

L'immigration libre peut donc se transformer en intégration forcée pour la population existante.

Dans une société où la terre est entièrement privatisée, le problème de l'immigration indésirable ne se pose pas. Tant que ce n'est pas le cas, la solution consiste à décentraliser la politique d'immigration du gouvernement fédéral vers les États, les comtés, les villages, les villes et les quartiers.

Si le gouvernement autorise l'immigration, il devrait au moins veiller à ce que les immigrants reçoivent une invitation d'un hôte (« principe du garant »). Cet hôte doit alors assumer l'entière responsabilité pendant leur séjour.

Enfin, plus le libre-échange est développé, moins il y a d'incitations à émigrer."

4.6. Le matérialisme* détruit-il la culture ?

Si certains dénigrent la prospérité matérielle en la qualifiant de « matérialisme », il faut souligner que c'est uniquement grâce à l'amélioration des conditions matérielles de la vie humaine que la culture humaine peut également s'épanouir et progresser.

Il ne peut y avoir d'écrivains, de compositeurs, de musiciens, de peintres, de sculpteurs, d'acteurs, etc. sans papier et encre, sans imprimeries, sans instruments de musique, sans peintures, sans toiles, sans outils de sculpture, sans théâtres, sans musées, etc., et sans temps libre, rendu possible et offert par la prospérité matérielle.

Il est facile de minimiser l'importance de tout cela : « Oh, ce n'est que matériel ! » Mais pour ceux qui s'en soucient tant, il existe de nombreux endroits dans le monde où ils peuvent s'installer. Mais ils ne le font pas. Ils ne déménagent pas. Alors, où les gens veulent-ils déménager ? Il n'y a pas de migration massive de l'Afrique vers l'Inde. Il y a une migration massive vers les pays plus riches.

**Le matérialisme, dans ce contexte, est une attitude envers la vie dans laquelle les possessions matérielles et les symboles de statut social ont une grande valeur."*

4.7. Avons-nous besoin de plus de « tolérance sociale » ?

" Ce qui ruine nos sociétés moralement et économiquement, nous poussant toujours plus près du gouffre, ce n'est pas trop peu de tolérance, mais trop. Dois-je être tolérant envers le cannibale qui veut me manger ? Envers le communiste qui veut exproprier mes biens ? Envers le socialiste qui veut taxer la moitié de ma fortune et de mes revenus ? Envers le démocrate qui cherche à me priver de mes droits et à m'appauvrir par le biais du scrutin ? Envers l'écologiste qui veut me priver de mon droit de disposer de mes biens parce que cela peut sauver la vie d'une grenouille ? Je ne le pense guère.

À ce stade, et même bien avant, ma tolérance a atteint ses limites. "

4.8. De quelle thérapie notre système de santé a-t-il besoin ?

Aujourd'hui, les propositions suivantes peuvent sembler radicales. Il n'y a pas si longtemps, elles étaient une réalité.
[bloc_gris2]

" Quatre mesures doivent être prises :

Premièrement, la suppression de toutes les exigences en matière de licence pour les écoles de médecine, les hôpitaux, les pharmacies, les médecins et tout autre personnel médical. Leur offre augmenterait presque immédiatement, les prix baisseraient et une plus grande variété de services apparaîtrait sur le marché.

Des organismes d'accréditation volontaires et concurrents* remplaceraient les licences obligatoires délivrées par l'État. Les consommateurs ne vivant plus sous l'illusion qu'il existe une « norme nationale » en matière de soins de santé, ils feraient des choix plus conscients et plus critiques.

**Organisme d'accréditation : (du latin *accredere*, « accorder une crédibilité ») institutions (entreprises, fondations, associations) qui contrôlent et certifient la qualité des produits et des services.*

On peut citer comme exemples les labels biologiques et équitables ou les organismes de certification tels que SGS. Dans un marché libre, la concurrence garantit que les institutions gagnantes sont celles qui servent les clients de la manière la plus efficace et la plus crédible.

Deuxièmement, la suppression de toutes les restrictions gouvernementales sur la fabrication et la vente de produits pharmaceutiques et de dispositifs médicaux. Cela mettrait fin aux bureaucraties de santé qui entravent actuellement l'innovation et augmentent les coûts. Les coûts et les prix baisseraient, et un choix plus large de meilleurs produits arriverait plus rapidement sur le marché .

Les fabricants et les vendeurs de médicaments et de dispositifs médicaux en concurrence offriraient des descriptions et des garanties de plus en plus meilleures, à la fois pour se protéger contre les poursuites en responsabilité du fait des produits et pour attirer les clients.

Troisièmement, la réglementation complète du secteur de l'assurance maladie. En moyenne, les prix baisseraient considérablement. Une réforme rétablirait la responsabilité personnelle dans les choix en matière de soins de santé. La fonction de l'assurance est de regrouper des risques égaux ou comparables. Je ne veux pas regrouper mes risques d'accident personnel avec ceux des footballeurs professionnels, mais exclusivement avec ceux de personnes dans une situation similaire à la mienne, à moindre coût.

Au lieu de cela, le secteur des soins de santé comprend aujourd'hui un système de redistribution des revenus qui profite aux clients irresponsables et aux groupes à haut risque. En conséquence, les prix pratiqués par ce secteur sont élevés et en constante augmentation.

Quatrièmement, la suppression de toutes les subventions aux malades ou aux personnes en mauvaise santé. Les subventions créent toujours plus de ce qui est subventionné. Les subventions aux personnes en mauvaise santé et aux malades encouragent la négligence, la dépendance et l'assistanat. Si nous supprimons ces subventions, nous renforcerons la volonté de mener une vie saine et de travailler pour gagner sa vie.

4.9. Les questions sur le changement climatique sont-elles autorisées ou blasphématoires* ?

" Le climat a changé continuellement avec ou sans les humains, pendant des millions d'années, et continuera de le faire même si l'humanité disparaît.

Il y a quelques siècles, les températures moyennes étaient beaucoup plus élevées qu'aujourd'hui. À cette époque, on pouvait cultiver du vin en Angleterre et des oranges en Caroline du Nord. Aujourd'hui, cela n'est plus possible car il fait trop froid. Et il y a plusieurs milliers d'années, des hippopotames nageaient dans la Tamise, alors qu'on ne les trouve plus aujourd'hui que dans les zoos sous ces latitudes.

Et en effet, les périodes froides sont généralement plus difficiles pour l'humanité que les périodes chaudes.

L'affirmation selon laquelle tous les scientifiques, ou même la grande majorité d'entre eux, sont d'accord sur le climat ou le changement climatique est totalement absurde. Et même si c'était le cas, ce serait tout de même un crime contre l'humanité que l'État ou toute autorité supranationale détermine quelle est la température moyenne « correcte » et la fourchette « correcte » de variation. Car il n'existe pas de température « correcte » pour l'humanité tout entière, et il n'y en aura jamais.

** Blasphème : moquerie à l'égard de croyance et opinions religieuses ou idéologiques.*

DROIT PRIVÉ SOCIÉTÉ

5. Introduction au thème de la société de droit privé.

La notion de société de droit privé est peut-être totalement inconnue de la plupart des gens. Commençons donc par une brève introduction au sujet, qui devrait faciliter la compréhension du chapitre suivant.

Le libéralisme prône souvent le moins d'État possible. Mais qu'est-ce que cela signifie exactement ? Avoir le moins d'État possible ne signifie pas en premier lieu réduire le nombre de fonctionnaires ou de bâtiments administratifs. Il s'agit plutôt de limiter le champ d'action et la sphère d'activité de l'État.

Un exemple bien connu est celui de l'« État veilleur de nuit ». Dans ce modèle, la mission de l'État se limite

essentiellement à la protection de la vie et de la propriété par le biais de la police, de la justice et de l'armée. Toutes les autres tâches seraient (une fois de plus) laissées aux familles, aux églises, aux entreprises et à d'autres organisations privées. C'était la pratique courante dans la plupart des pays au cours du XIX^e siècle. Il n'y avait et il n'y aurait pas, par exemple, de transports publics, d'écoles et d'universités publiques, d'assurance sociale, d'âge légal de la retraite, d'interdictions étatiques de consommation et, bien sûr, seulement une fraction des impôts et taxes actuels.

C'est un idéal souvent utilisé par les partisans du « libéralisme classique » ou du « libertarianisme minimaliste ».

Hoppe va encore plus loin. Dans sa société de droit privé (PLS), même les dernières fonctions de l'État telles que la police, la justice et l'armée seraient organisées de manière privée. Les pages suivantes vous donneront un premier aperçu de la pensée de Hoppe et, espérons-le, matière à réflexion sur le sujet.

« State or Private Law Society » est une revue de 75 minutes qui passe en revue les thèmes abordés jusqu'à présent et constitue une introduction facile à comprendre à l'idée d'une société de droit privé.

« État ou société de droit privé » est une revue de 75 minutes des thèmes abordés jusqu'à présent et une introduction facile à comprendre à l'idée d'une société de droit privé.

5.1. Comment résoudre les conflits interpersonnels sans l'État ?

" L'idée de base est assez simple. Le monopole de l'État sur l'usage

de la force sera aboli et la concurrence sera également autorisée dans les secteurs de la police et de la justice.

À l'heure actuelle, en cas de conflit entre un citoyen et l'État, c'est toujours l'État qui décide qui a raison. Dans une société de droit privé, je m'adresse à des arbitres indépendants des deux parties pour régler le litige.

Dans les litiges locaux, par exemple dans un village ou une petite ville, il s'agit généralement de personnes respectées, des « aristocrates naturels ». Pour les affaires plus importantes, une assurance de protection juridique est disponible, comme c'est le cas aujourd'hui. L'assureur et l'assuré ont convenu contractuellement du médiateur et des instances d'appel. Si les deux parties à un litige sont clientes de la même compagnie d'assurance, c'est cette dernière qui tranche. Si les assureurs parviennent à des jugements différents, un arbitre tenu en haute estime par les deux parties est alors appelé. C'est cet arbitre qui prendra la décision finale.

La procédure est claire, simple et sans ambiguïté et ne nécessite aucune législation ou juridiction nationale."

5.2. Le règlement des litiges de droit privé est-il totalement irréaliste ?

" Comme je l'ai dit, ce n'est pas une utopie. Tout cela est déjà une pratique courante dans les transactions commerciales internationales anarchiques. Il suffit de voir comment les litiges transfrontaliers sont réglés aujourd'hui.

Au niveau international, il existe une sorte d'anarchie juridique, car il n'y a pas d'État mondial qui réglemente tout. Que font les citoyens du triangle frontalier de Bâle, c'est-à-dire les Allemands, les Français et les Suisses, lorsque des conflits surgissent entre eux ? Ils se tournent d'abord vers leur propre juridiction. S'il n'y a pas d'accord, des médiateurs indépendants sont appelés pour trancher le litige. Quiconque ne se conforme pas à leurs jugements est non seulement en violation du contrat, mais devient également un mauvais payeur dans le monde des affaires, avec lequel personne ne veut faire affaire.

Y a-t-il plus de litiges entre les citoyens de cette région qu'entre les citoyens de Cologne et de Düsseldorf ? Je n'ai jamais entendu rien de tel. Cela montre bien que les litiges interpersonnels peuvent être réglés pacifiquement sans un État détenteur du monopole juridique.

Autre exemple historique : aux États-Unis, pendant la ruée vers l'or, des critères ont été élaborés pour définir le territoire des chercheurs d'or. Ce sont des particuliers qui ont enregistré ces revendications territoriales. Cela montre que les questions de propriété peuvent être résolues sans l'État."

5.3. En un mot, quelle est la différence entre les solutions étatiques et privées ?

"Si l'on veut exprimer en un mot la différence cruciale entre un secteur de la sécurité organisé de manière privée et la

pratique étatiste actuelle, ce mot est « contrat ».

Ce que l'État « offre » aujourd'hui, c'est quelque chose comme ceci : je ne vous garantis rien contractuellement ; je ne vous promets pas non plus quelles choses spécifiques j'ai l'intention de protéger en tant que « votre propriété », ni ne vous dis ce que je m'engage à faire si, à votre avis, je ne tiens pas mes promesses – mais je me réserve néanmoins le droit de fixer unilatéralement le prix de mes « services » et, en outre, de modifier toutes les règles du jeu par voie législative alors que le jeu est en cours .

Imaginez un prestataire de services de sécurité privé, financé librement, qu'il s'agisse d'une police, d'un assureur ou d'un arbitre, qui ferait une telle offre à ses clients potentiels. Personne de sensé n'accepterait un tel accord, l'entreprise ferait immédiatement faillite faute de clients.

Dans une société de droit privé, les contrats doivent être proposés. Ces contrats doivent contenir une description claire de la propriété et définir clairement les services et obligations mutuels. En outre, ces contrats ne peuvent être modifiés que d'un commun accord pendant leur période de validité. "

**étatique : relatif à l'État ou réglementé par l'État.*

5.4. Dans quelle mesure l'État nous protège-t-il aujourd'hui ?

" Comme nous le savons tous, l'État est notoirement inefficace dans le domaine de la lutte contre la criminalité, car la rémunération des agents chargés de cette tâche provient des recettes fiscales, c'est-à-dire indépendamment de leur productivité.

La situation est encore pire quand on se rend compte qu'à l'heure actuelle, il n'est pas question d'indemniser les victimes de quelque manière que ce soit. Au contraire, si l'État a effectivement arrêté les criminels, les frais d'hébergement de ces escrocs et bandits sont souvent imposés aux victimes par le biais des impôts, et ensuite, on les laisse jouer au tennis de table et manger leur Bircher Müsli au petit-déjeuner, et en Amérique, on peut même étudier le droit et on a accès à des salles de sport où l'on peut se muscler pour être un peu plus efficace la prochaine fois dans ses activités criminelles. Et n'oublions pas que l'État est le seul organisme qui, dans toute l'histoire de l'humanité, leur Bircher Müsli au petit-déjeuner et, en Amérique, on peut même étudier le droit et fréquenter des salles de sport pour se muscler afin d'être un peu plus efficace dans ses activités criminelles la prochaine fois.

Et n'oublions pas : ce sont les États-nations qui sont responsables de plusieurs centaines de millions de morts et de destructions incommensurables au seul XXe siècle. En comparaison, les victimes de crimes privés sont presque négligeables. "

5.5. Pourquoi les sociétés de droit privé récompenseraient-elles les comportements pacifiques ?

Les compagnies d'assurance doivent déjà payer pour les dommages causés par des crimes, que l'auteur puisse être arrêté et tenu responsable ou non. Dans une société de droit privé, sans force de police étatique, les compagnies d'assurance travailleraient probablement en étroite collaboration avec des sociétés de sécurité privées.

Cette coopération serait axée sur la prévention de la criminalité et la restitution.

[/bloc_gris2]

" Une compagnie d'assurance privée doit verser une indemnisation si un crime a été commis et qu'un dommage a été causé. Un assureur a donc intérêt à retrouver les criminels, car ce n'est qu'alors qu'il est possible de les obliger à indemniser les victimes. Il sera également efficace pour récupérer le butin, car il n'aura alors pas à le remplacer. Si, en revanche, vous allez aujourd'hui à la police et dites que tel ou tel objet a été volé, vous pouvez être sûr qu'ils classeront simplement l'affaire.

Dans une société de droit privé, les assureurs encouragent également les comportements pacifiques entre les personnes. En effet, tous les risques ne sont pas assurables. Vous ne pouvez assurer que pour des événements sur lesquels vous n'avez aucun contrôle. Pour cette raison, les assureurs refuseront de vous aider, par exemple, si vous avez provoqué un conflit. Toute compagnie d'assurance insistera pour que ses assurés se comportent de manière civilisée et conformément aux règles contractuelles."

5.6. Les personnes riches et malveillantes pourraient-elles s'emparer du pouvoir ?

" Il est indéniable que ceux qui disposent de ressources financières plus importantes peuvent se permettre davantage, y compris en matière de sécurité. Mais la vraie question est la suivante : une société de droit privé, par rapport à la société actuelle dirigée par l'État, permet-elle aux riches d'« acheter » plus facilement des privilèges au détriment des pauvres ? Et à cette question, la réponse est clairement « non », tout à fait le contraire.

À l'heure actuelle, les riches « achètent » constamment des avantages aux dépens des autres en soudoyant les détenteurs du pouvoir étatique. Imaginez maintenant qu'à la place de l'État, il y ait une multitude de prestataires de sécurité en concurrence : plusieurs compagnies d'assurance, des agences d'arbitrage et des forces de police.

Dans ce cas, la corruption serait évidemment beaucoup plus difficile. En effet, il ne suffirait pas de corrompre une seule agence, mais toutes les agences devraient être corrompues pour atteindre son objectif.

Et même cela ne suffirait pas, car si une (ou toutes) les agences acquéraient la réputation d'être corruptibles, les clients moins fortunés de ces agences se détourneraient d'elles et d'autres agences incorruptibles verraient le jour.

D'un autre côté, on ne peut pas se détourner de l'État en tant qu'institution coercitive, même si l'on reconnaît clairement qu'il est corrompu.

Ainsi, ce sont précisément les « faibles » qui sont mieux protégés dans une société de droit privé que dans le cadre des lois étatiques actuelles. "

5.7. Qui protège l'environnement lorsque tout est privatisé ?

Cette coopération serait axée sur la prévention de la criminalité et la restitution. Dans une société de droit privé, il n'y aurait pas d'« environnement » abstrait, seulement la propriété privée des terres, des lacs et même de certaines parties de la mer. La pollution serait toujours un dommage causé à la propriété privée.

[/bloc_gris2]

" Le problème est simple à résoudre. La partie lésée doit avoir le droit d'intenter une action en justice. Elle peut alors poursuivre le pollueur en dommages-intérêts.

Au XIXe siècle, il était courant que les citoyens poursuivent les entreprises qui causaient des dommages à leur propriété par la pollution de l'environnement. Plus tard, l'État a restreint le droit d'intenter une action en justice afin de protéger et de favoriser certaines industries.

Le point crucial est que les droits de propriété soient clairement attribués. Le principe de base doit être le suivant : celui qui arrive le premier obtient le droit de propriété.

Par exemple, si une entreprise construit une usine très polluante à proximité de maisons existantes, les propriétaires peuvent intenter une action en justice pour obtenir une indemnisation. C'est un principe simple que même les enfants peuvent comprendre. "

P.S. : Que nous apprend l'expérience sur la manière dont les États traitent la propriété par rapport aux particuliers ? Nous pouvons comparer les océans et les forêts tropicales gérés par l'État aux fermes, lacs et domaines privés. Nous pourrions observer et comparer les économies communistes gérées par l'État avec les sociétés occidentales à prédominance privée.

En économie, ce sujet est appelé « tragédie des communs ».

5.8. Comment la pandémie de coronavirus serait-elle déroulée dans une société de droit privé ?

" En bref, la Covid ne se serait pas propagée sous forme de pandémie. Le risque réel d'infection posé par le coronavirus est si faible que la plupart des personnes ne l'auraient pas perçu comme tel. En effet, le nombre total de décès en Allemagne, en Autriche ou en Suisse en 2020 n'a pas augmenté de manière spectaculaire et la probabilité de survivre à une infection au coronavirus est, selon le Centre pour le contrôle des maladies (CDC), qui n'est pas suspecté d'être politiquement orienté, extrêmement élevée pour tous les groupes d'âge.

Plus généralement, en matière d'évaluation des risques liés à une maladie infectieuse, il n'existe pas de réponse scientifique unique, définitive et sans ambiguïté. Et le meilleur moyen – le moins coûteux et le plus efficace – de minimiser les dommages est de décentraliser la prise de décision.

Dans une société de droit privé, tous les terrains, maisons, routes, usines, etc. sont propriété privée. En ce qui concerne la gestion d'une pandémie, il s'agit simplement de savoir « qui est-ce que je laisse entrer et qui est-ce que j'exclue ? » ou « vers qui est-ce que je me tourne et de qui est-ce que je reste à l'écart ? »

Sur la base de leur propre évaluation des risques liés à une maladie infectieuse, chaque propriétaire privé ou association de propriétaires doit décider à qui il autorise l'accès à sa propriété, quand et dans quelles conditions. Et cette décision peut inclure et inclura des mesures préventives, en particulier dans le cas de propriétés à usage commercial (par exemple, cinémas, bureaux, restaurants).

Il en résulte un réseau complexe de règles d'accès et de visite. "

5.9. Pourquoi les organisations privées font-elles moins la guerre que les États ?

Si vous êtes novice en matière de société de droit privé, vous aurez peut-être du mal à réfléchir aux questions de guerre et de défense contre les envahisseurs.

Voici donc quelques commentaires à ce sujet.

Si le sujet vous intéresse, Hoppe et d'autres auteurs ont écrit beaucoup plus à ce sujet.

[/bloc_gris2]

Les États sont des organisations naturellement plus agressives que les particuliers ou les entreprises privées, pour la simple raison qu'ils peuvent externaliser les coûts liés à l'agression, c'est-à-dire les répercuter sur les contribuables pauvres.

Si Clinton, Bush, Obama ou d'autres politiciens qui veulent la guerre devaient en payer les coûts eux-mêmes, ils ne le feraient probablement pas. Pour une entreprise privée, en revanche, la guerre est un suicide économique.

Je le répète : ce sont les États-nations qui sont responsables de plusieurs centaines de millions de morts et de destructions incommensurables au cours du seul Xxe siècle. En comparaison, les victimes de crimes privés sont presque négligeables. "

5.10. Le socialisme est-il plus réaliste qu'une société de droit privé ?

La question ici n'est pas la faisabilité politique, mais une considération philosophique : étant donné que les êtres humains ne peuvent pas être des anges, quel système social est le plus approprié à la humaine ?

[/bloc_gris2]

" Les socialistes sont des utopistes, car ils partent du principe qu'avec l'avènement du socialisme, il y aura également une transformation de la nature humaine.

C'est bien sûr un non-sens, un vœu pieux hypocrite .

Les libertaires, comme moi, sont en revanche des réalistes. Nous prenons les gens tels qu'ils sont - bons et mauvais, pacifiques et agressifs, responsables et irresponsables, etc. - et ne croyons pas que la nature humaine soit fondamentalement modifiable. En tant que réalistes, nous sommes seulement convaincus que les incitations fonctionnent toujours et partout. "

AVENIR

6.1. Pourquoi ne pas préconiser un État limité plutôt qu'aucun État du tout ?

" Oui, les États ont toujours existé, certains pires, d'autres meilleurs. Et même si nous parvenons à les abolir, il est possible qu'ils réapparaissent. (Rothbard, le père du libertarianisme moderne, avait l'habitude de dire à ce sujet : « Au moins, nous aurions eu de glorieuses vacances »).

Mais le libertarianisme* est une lutte sans fin, une lutte pour la liberté. Il n'y a aucune raison de renoncer à un objectif moralement juste.

Nous essayons aujourd'hui d'éliminer le meurtre. Dirions-nous qu'il faut renoncer à cet objectif parce qu'il y a encore des meurtriers en liberté ? Non, nous n'abandonnons jamais...

Nous préconisons certaines règles morales qui s'appliquent à tous, et nous préconisons ces règles quelle que soit la position des personnes.

Tout le monde comprend que si vous me frappez, si vous me volez mon portefeuille, si vous brûlez ma maison, c'est un crime, un crime punissable. Les mêmes normes devraient s'appliquer aux politiciens. Vous en concluez alors que même les meilleurs politiciens sont au moins des voleurs.

Lew Rockwell, le fondateur du Mises Institute, avait initialement eu l'idée de dire que nous, le Mises Institute, défendons un État limité. Je lui ai simplement fait remarquer qu'il n'existe aucune institution qui prône un État illimité. Par conséquent, même d'un point de vue marketing, il est logique de dire que nous sommes ceux qui ne veulent pas d'État du tout. "

** Le libertarianisme est la philosophie politique qui cherche à donner à l'État le moins de fonctions possible, voire aucune. Le contraire est une politique autoritaire.*

6.2. Pourquoi avons-nous besoin d'une « nouvelle conscience de classe » ?

" Le problème est que l'État a désormais rendu une grande partie de la population dépendante de lui. Seul un tiers de la population des pays industrialisés est encore indépendante de l'État en termes de revenus. Les autres sont des retraités, des fonctionnaires, des bénéficiaires nets, des chômeurs ou des entreprises qui vivent de l'État en tant que client. Et ils votent tous aux élections pour que cela continue comme avant.

Je n'attends rien des politiciens. À mon avis, il est important qu'une nouvelle conscience de classe s'établisse parmi la population, mais pas dans le sens d'une conscience de classe communiste, qui prétend que les capitalistes exploitent les travailleurs. Au contraire, les gens doivent réaliser que ce sont les États qui sont les malfaiteurs, que ce sont les États qui exploitent tous ceux qui travaillent dans le secteur privé.

Un voleur qui est reconnu et traité comme tel ne peut pas durer longtemps. "

6.3. Y a-t-il un espoir pour « des pas dans la bonne direction » ?

" Dans tous les cas, il y aura un effondrement économique et cet effondrement ouvrira la possibilité de mouvements sécessionnistes*. Un exemple de cela est l'effondrement de l'Union soviétique et sa division en plusieurs pays indépendants. C'est là que réside l'espoir. Si vous pensez que l'Europe est une bonne chose, vous devez être favorable à l'existence de centaines de Liechtenstein en Europe. Comme les pays seraient en concurrence les uns avec les autres, ils devraient être relativement cléments envers leur population, sinon celle-ci les quitterait tout simplement.

En revanche, un gouvernement central européen - et plus encore un gouvernement mondial - avec des politiques fiscales et réglementaires « harmonisées » est la plus grande menace pour la liberté. De plus, l'idée d'une société de droit privé ne peut se concrétiser que si nous décentralisons l'Europe.

Donc : résistance contre toute forme de centralisation et soutien à tout mouvement sécessionniste."

** Sécession et décentralisation :*

Lorsqu'une entité politique se sépare d'une entité plus grande et en forme une nouvelle, on parle de sécession. Par exemple, les États-Unis se sont séparés de l'Empire britannique en 1776.

Lorsque le pouvoir politique est transféré au sein d'une unité politique, du haut vers le bas, on parle de décentralisation. Par exemple, lorsque le pouvoir de prendre des mesures contre le coronavirus est transféré du gouvernement national aux États ou aux municipalités.

Ces deux phénomènes impliquent une fragmentation du pouvoir et sont à l'opposé de la centralisation.

DÉVELOPPEMENT INTELLECTUEL

7.1. De la gauche au libéralisme classique.

" Au lycée, j'étais de gauche, j'étais attiré par la pensée de gauche, par la pensée marxiste en raison de sa nature déductive. J'essayais de créer un système pour comprendre tous les phénomènes et leurs interrelations, et c'est pourquoi je suis allé à l'université de Francfort au plus fort de la révolte étudiante de 1968. C'est pourquoi j'ai d'abord choisi un professeur de gauche. Mon directeur de thèse était Jürgen Habermas, un éminent philosophe de gauche.

J'ai été très déçu dès le premier semestre et j'ai découvert des failles majeures dans le système marxiste. J'ai dérivé intellectuellement jusqu'à ce que je découvre Karl Popper, qui prônait le scepticisme universel et niait l'existence d'une vérité absolue. Tout est en quelque sorte hypothétique ou n'est qu'une tautologie.

En lisant Milton Friedman dans la presse populaire, je suis devenu un adepte du libre marché, mais dans ma quête d'un système déductif, je n'étais naturellement pas très satisfait de Friedman. J'ai très vite découvert qu'il y avait de grandes incohérences dans sa pensée qui me laissaient insatisfait. Puis j'ai découvert Friedrich von Hayek, qui évitait certaines de ces incohérences, mais pas toutes. Je dois mentionner qu'aucun de mes professeurs ne m'a jamais parlé de Friedman ou de Hayek.

C'est grâce aux notes de bas de page de Hayek que j'ai finalement découvert Ludwig von Mises. À cette époque, j'ai

commencé à travailler sur un livre, qui est devenu plus tard ma thèse d'habilitation, sur la méthodologie des sciences sociales en général. Je doutais de ce que les économistes disaient de leur propre discipline, à savoir que leurs affirmations n'étaient que des hypothèses. Je pensais plutôt que des affirmations telles que celles concernant la masse monétaire contenaient quelque chose qui n'était pas seulement hypothétiquement vrai, mais je n'ai trouvé aucun économiste qui le disait.

Puis, lorsque j'ai lu le magnum opus de Mises, *Human Action*, j'ai réalisé qu'il avait dit exactement la même chose, à savoir que les affirmations économiques sont ce que Kant et d'autres philosophes appellent des « affirmations synthétiques a priori », c'est-à-dire qu'elles ne sont pas vérifiables au sens normal du terme, mais qu'elles disent néanmoins quelque chose de vrai sur des objets réels, et je suis immédiatement devenu un misésien. "

7.2. Du libéralisme classique à l'anarchisme propriétaire

" Pour être précis, j'ai découvert Mises par un drôle de hasard. Mes parents étaient tous deux réfugiés d'Allemagne de l'Est et les biens de la famille de ma mère avaient été expropriés par les Russes en 1946. À l'origine, ils vivaient dans une région de l'Allemagne de l'Est qui avait été occupée par les Américains et lorsque ceux-ci ont échangé cette province contre ce qui est devenu plus tard Berlin-Ouest, les Russes s'y sont installés et ont confisqué les biens de tous les grands propriétaires terriens, y compris la famille de ma mère. Mais la plupart de mes proches vivaient en Allemagne de l'Est et nous leur rendions régulièrement visite.

Il fallait toujours payer un droit d'entrée pour entrer dans le paradis des ouvriers et des paysans (en échangeant des marks ouest-allemands contre de la monnaie est-allemande). Comme nous vivions avec mes proches, nous devions dépenser cet argent d'une manière ou d'une autre, et il n'y avait que deux façons de le faire. L'une consistait à acheter des disques russes de compositeurs russes et l'autre à acheter les œuvres complètes de Lénine et Staline ainsi que celles de Walter Ulbricht, le Premier ministre de l'Allemagne de l'Est, et d'Erich Honecker, son successeur. L'un des livres que j'ai achetés était un manuel utilisé pour former les étudiants à l'économie politique, et dans ce livre, tous les principaux ennemis du socialisme étaient répertoriés.

Par exemple, ils mentionnaient non seulement Böhm-Bawerk, que je connaissais déjà, mais aussi, comme le plus maléfique de tous, Ludwig von Mises. À cette époque, je n'ai pas immédiatement commencé à lire Ludwig von Mises, mais j'ai réalisé qu'à un moment donné, cela vaudrait la peine de m'y intéresser de plus près. Parallèlement, les noms de Hayek ou Mises n'étaient mentionnés dans aucun des manuels d'économie en Allemagne de l'Ouest.

En ce qui concerne la philosophie politique, j'ai bien sûr découvert qu'il y avait certaines incohérences chez Mises, même si elles étaient minimes par rapport à Hayek ou Friedman. En lisant Mises, j'ai ensuite réalisé que son principal disciple, Murray Rothbard, vivait aux États-Unis et qu'il avait éliminé les incohérences chez Mises, et je suis devenu un rothbardien.

7.3. Ma contribution à la science

" Ma principale contribution est, tout d'abord, une meilleure justification de la loi naturelle que celle fournie par Rothbard. Il pensait qu'il existait un axiome de l'action de Mises comme point de départ nécessaire, et j'ai souligné qu'il existe un point de départ encore plus fondamental dans le sens où, en parlant de l'axiome de l'action, nous devons argumenter. Il existe donc une sous-catégorie de l'axiome de l'action, à savoir un a priori d'argumentation. Vous ne pouvez pas nier que vous argumentez sans vous contredire, vous avez donc ici quelque chose dont dépendent toutes les discussions, pour ainsi dire : y a-t-il une éthique ou n'y a-t-il pas d'éthique, les gens agissent-ils ou n'agissent-ils pas ? Tout cela, bien sûr, exige que nous soyons capables d'argumenter.

Mes professeurs de philosophie, Habermas et Karl-Otto Apel, parlaient de l'a priori de la communication, mais ce qu'ils n'avaient pas vu et compris, et ce que j'ai compris, c'est qu'il existe des conditions objectives et physiques à toute argumentation, que dans toute argumentation, il faut avoir un contrôle personnel sur certaines ressources limitées (les cordes vocales, l'espace pour se tenir debout, la nourriture pour soutenir le discours). Ensuite, on peut montrer que toute appropriation directe de choses précède logiquement toute appropriation indirecte de choses, et on peut alors en déduire tout un système éthique. Je pense que c'est ma principale contribution à la philosophie politique, à la philosophie si vous voulez : mettre les fondements de l'éthique sur un nouveau plan.

Habermas a été mon professeur de philosophie le plus important et mon directeur de thèse pendant mes études à l'université Goethe de Francfort-sur-le-Main de 1968 à 1974, et grâce à ses séminaires, j'ai découvert la philosophie analytique britannique et américaine.

Je continue de penser que cela a été une très bonne formation intellectuelle.

LIVRES RECOMMANDÉS

À lire, mais avant tout, bon à savoir :

Ruthlessly Direct

Les prédécesseurs et modèles de Hoppe, Ludwig von Mises et Murray Rothbard, étaient des économistes critiques à l'égard de l'État, dans la tradition de la « école autrichienne ». Ils ont inspiré Hoppe à toujours formuler ses idées et ses opinions sans se soucier des conséquences pour sa réputation et sa carrière.

Jusqu'en 2000 : période théorique

Les travaux de Hoppe avant le tournant du siècle remettaient en question les dogmes existants en matière d'économie, d'éthique et de systèmes politiques. Mais il proposait également un autre type de société fondée sur le droit privé et une nouvelle justification de la liberté. Son style clair et rarement polémique ravit les lecteurs curieux et rigoureux.

Depuis lors : de plus en plus politiquement incorrect

Depuis les années 1990, Hoppe explore de plus en plus les thèmes historiques et culturels.

Cela arrive à un moment où les sensibilités politiques sont en hausse : Est-il encore permis de parler de différences culturelles, de théories alternatives de l'histoire, de la différence entre les hommes et les femmes ?

Conclusion

Pour les âmes plus sensibles à la politique, nous recommandons une introduction à la pensée libertaire à travers les livres de Hoppe publiés avant le tournant du siècle et les ouvrages d'autres auteurs, par exemple les suggestions ci-dessous.

Les esprits intrépides peuvent commencer par l'ouvrage « Démocratie », puis profiter de l'excellente anthologie (en anglais) « The Great Fiction ».

Voici deux conférences pour vous présenter la pensée de Hoppe :

Dans son discours « Les erreurs du libéralisme classique », Hoppe décrit le problème de l'ordre social et la nature de l'État. Comment en sommes-nous arrivés là ? Il s'agit de la première partie, « critique », de deux conférences.

La deuxième partie, « constructive », intitulée « Society Without State : Private Law Society », Hoppe esquisse une alternative aux États établis d'aujourd'hui. Les deux ont été données à Sidney, en 2011.

Les principaux ouvrages de Hoppe

*A Theory of Socialism and Capitalism**, 1989, 264 pages, également en audio*. C'est le livre qui a permis à Hoppe

de percer dans les cercles scientifiques. C'est l'ouvrage d'introduction idéal, complet, stimulant et enrichissant.

*The Economics and Ethics of Private Property**, 1993, 431 pages Un tour de force en économie et en philosophie. Hoppe démolit de nombreux mythes des sciences sociales actuelles et devrait donc être une lecture obligatoire pour les économistes, les philosophes et les politologues.

La démocratie : le dieu qui a échoué. 2001, 304 pages Le best-seller de Hoppe. Selon Amazon.com, « acclamé avec frénésie et condamné avec fracas ».

Hoppe complète ses analyses économiques et politiques par des thèmes historiques et culturels, innovants et sans égard pour le politiquement correct.

La grande fiction : *Propriété, économie, société et politique du déclin*. 2012, 456 pages. Le recueil ultime d'essais sur les thèmes abordés dans le titre du livre.

*Une brève histoire de l'homme : progrès et déclin**. 2017, 144 pages plus audio* Pour la plupart des lecteurs, ce livret offrira une nouvelle perspective stimulante et passionnante sur l'histoire de l'humanité. Le dernier chapitre sera sans doute celui qui suscitera le plus de discussions.

« Tous ces titres sont disponibles gratuitement, en version imprimée et certains en version audio, via le QR code ci-dessous et/ou via www.hanshoppe.com et www.mises.com

Autres auteurs

Tous les titres marqués d'un * sont disponibles gratuitement en ligne

« Atlas Shrugged », roman, 1957. Cet ouvrage majeur d'Ayn Rand (1905 - 1982) a probablement rallié plus d'Américains à la cause libertaire que toute autre publication. En 2009, par exemple, un demi-million d'exemplaires ont été vendus, et même Obama a connu une « période Rand » dans sa jeunesse, malheureusement sans effet durable.

« Free to Choose », série télévisée sur YouTube basée sur le livre du même nom de Milton Friedman (1912 - 2006). Friedman était l'un des économistes les plus célèbres du siècle dernier et a su présenter ses opinions dans des livres, des interviews et des discours d'une manière extrêmement compréhensible et divertissante.

« Économie en une leçon », 1946, est sans doute le classique ultime sur les principes économiques fondamentaux. Court, complet et compréhensible, il devrait être une « lecture obligatoire » pour tous les électeurs et les politiciens. Auteur : Henry Hazlitt (1894 - 1993).

« The Machinery of Freedom* », 1973, montre une voie non idéologique vers une société sans État. Facile à lire, original et souvent drôle. L'auteur David Friedman(1945), un conséquentialiste, n'a pas besoin de prêcher la morale.

« The Ethics of Liberty* (L'éthique de la liberté), 1982, plaide également en faveur d'une société sans État, mais du point de vue d'un philosophe des droits naturels. Murray N. Rothbard (1926 - 1995) était l'ami et le mentor de Hoppe. Le livre est clair, concis et facile à comprendre si vous restez concentré. Il existe une excellente version audio en anglais*.

« The Problem of Political Authority, An Examination of the Right to Coerce and the Duty to Obey », 2013. Michael Huemer (1969) est professeur de philosophie et « part de prémisses morales que la plupart des non-libertaires acceptent déjà » (Bryan Caplan). Le livre offre ainsi une approche « conventionnelle » du monde libertaire.

Les critiques de l'auteur sur YouTube offrent un bon aperçu.

ET MAINTENANT ?

Dans les 72 heures.....

La première étape doit être franchie pour tout projet valable. Qu'il s'agisse d'apprendre, de suivre un régime, de faire de l'exercice ou de faire le bien, si vous attendez plus longtemps, vous oublierez et manquerez vos bonnes intentions.

Par conséquent, si vous...

- avez aimé lire ce livret, donnez-le à un ami.
- voulez faire le bien autour de vous, recommandez-nous à une organisation ou à une bibliothèque.
- connaissez des socialistes (de droite ou de gauche), donnez-leur un livret par charité, par pitié ou par malice.

Et faites-le dès maintenant,

via Amazon ou

www.hoppeunplugged.com

Copie et réimpression expressément autorisées.

P.S. : visitez un projet similaire sur www.oboxplanet.com.

Pour les adolescents et ceux qui sont jeunes de cœur

Êtes-vous lâche ?

Alors vous allez bientôt ranger cette brochure. Car elle demande du courage. Le courage d'affronter des pensées politiquement incorrectes. Mais cela en vaut la peine. Car le monde appartient aux courageux, pas aux béni-oui-oui et aux conformistes.

Pourquoi pour les adolescents et les jeunes de cœur ?

Les jeunes et ceux qui sont jeunes de cœur cherchent des réponses. Ils sont sceptiques, curieux et ouverts à de nouvelles idées et à de nouvelles voies. Les générations plus âgées sont souvent bloquées mentalement. Il leur est donc difficile d'imaginer une société sans monopole étatique sur l'usage de la force.

Hoppe présente justement cela. Il montre qu'une société fondée entièrement sur des relations volontaires et pacifiques est non seulement possible, mais aussi juste, et qu'une telle société permet un maximum de paix et de prospérité.

Que promet cette brochure ?

Hoppe présente une alternative radicale et cohérente à l'approche politiquement correcte et uniforme. Et l'expérience le montre également : Hoppe ne laisse personne indifférent. Il inspirera ou agacera, et c'est une bonne chose.

Car les questions et réponses présentées ici ont pour but de stimuler la réflexion, le débat, la confirmation ou la réfutation, et enfin l'étude d'autres ouvrages.

Mars 2023

P.S. : visitez un projet connexe sur www.oboxplanet.com

PS:

Traduit par DeepL, mise en page adaptée au format Divergences.

[1] 1. L'essence de l'État

- 1.1. Pourquoi l'État est-il une institution curieuse ?
- 1.2. Les États sont-ils nés d'accords volontaires ?
- 1.3. Pourquoi est-il faux de dire « nous sommes l'État » ?
- 1.4. Qu'ont en commun notre système politique et la mafia ?
- 1.5. Dans quelle mesure les décisions démocratiques conduisent-elles à des résultats communistes ?
- 1.6. Pourquoi Hoppe a-t-il intitulé l'un de ses livres « La concurrence des escrocs » ?
- 1.7. La démocratie est-elle favorable à un changement pacifique de gouvernement ?

2. Les gouvernements et l'histoire

- 2.1. Les administrateurs démocratiques ou les propriétaires royaux sont-ils meilleurs pour le peuple ?
- 2.2. Le libéralisme classique a-t-il triomphé ?
- 2.3. Les grandes entités politiques, comme l'UE, sont-elles favorables à la prospérité économique ?
- 2.4. La démocratie ou l'autocratie est-elle préférable à la prospérité économique ?
- 2.5. Qu'est-ce qui rend la démocratie suisse si particulière ?

3. Les activités de l'État

- 3.1. Robin des Bois, le « prince des voleurs », est-il un héros ou un méchant ?
- 3.2. Qu'est-ce qu'un impôt juste ?
- 3.3. La sécurité sociale est-elle une grande réussite ?
- 3.4. Quelle est la base adéquate pour planifier sa retraite ?
- 3.5. Les politiciens ont-ils plus de cœur pour les nécessiteux ?
- 3.6. Comment la politique sociale appauvrit-elle exactement la société ?
- 3.7. L'impression de monnaie peut-elle créer de la richesse ?
- 3.8. La propriété intellectuelle peut-elle être volée ?
- 3.9. Quelle est la conséquence logique de la protection des brevets et des droits d'auteur ?

4Contenu

4. Problèmes actuels

- 4.1. Mais le coronavirus ne prouve-t-il pas que les réglementations gouvernementales sont nécessaires ?
- 4.2. Qu'est-ce qui a mal tourné avec l'Union européenne (UE) ?
- 4.3. L'UE est-elle un projet de paix ?
- 4.4. Pourquoi Hoppe est-il favorable au Brexit ?
- 4.5. Le libre-échange et la libre immigration vont-ils de pair ?
- 4.6. Le matérialisme détruit-il la culture ?
- 4.7. Avons-nous besoin de plus de « tolérance sociale » ?
- 4.8. De quelle thérapie notre système de santé a-t-il besoin ?
- 4.9. Les questions sur le changement climatique sont-elles autorisées ou constituent-elles un blasphème ?

5. Société de droit privé

- 5.1. Comment résoudre les conflits interpersonnels sans l'État ?
- 5.2. Le règlement des litiges par le droit privé est-il totalement irréaliste ?
- 5.3. En un mot, quelle est la différence entre les solutions étatiques et les solutions privées ?
- 5.4. Dans quelle mesure l'État nous protège-t-il aujourd'hui ?
- 5.5. Pourquoi les sociétés de droit privé récompenseraient-elles les comportements pacifiques ?
- 5.6. Les riches et les méchants pourraient-ils s'emparer du pouvoir ?
- 5.7. Qui protège l'environnement lorsque tout est privatisé ?
- 5.8. Comment la pandémie de coronavirus se serait-elle déroulée dans une société de droit privé ?
- 5.9. Pourquoi les organisations privées font-elles moins la guerre que les États ?
- 5.10. Le socialisme est-il plus réaliste qu'une société de droit privé ?

6. L'avenir

- 6.1. Pourquoi ne pas préconiser un État limité plutôt que l'absence totale d'État ?
- 6.2. Pourquoi avons-nous besoin d'une « nouvelle conscience de classe » ?
- 6.2. Y a-t-il un espoir pour des « pas dans la bonne direction » ?

7. Développement intellectuel

8. Lectures recommandées